

LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2017 BIENTÔT À L'APN

Des débats houleux s'annoncent

Le 22 novembre prochain sera avalisé par les députés le tant controversé projet de loi de finances pour 2017 dans une tradition jamais démentie où la majorité parlementaire n'a jamais failli à la discipline dictée d'en haut.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Seulement, avant cette séance qui promet d'être houleuse à l'image de celle, « inédite » de l'année dernière, les députés auront à débattre de ce texte frappé, comme jamais son pareil auparavant, du sceau de l'austérité. Suffisant pour promettre des interventions pour le moins « musclées », notamment de la part des membres de l'opposition parlementaire, nombreux à s'inscrire justement pour intervenir.

Mais il y a, cette fois-ci, un autre facteur qui risque de « pimenter » davantage ces débats ; leur proximité d'avec les législatives du printemps prochain. Ce qui ne doit pas « échapper » aussi bien aux députés de l'opposition qu'à ceux de la majorité, ceux nombreux à être tentés par rempiler pour une mandature de plus.

Sauf que, si pour les premiers, il relève du « naturel » tant leurs « griefs » entrent dans leur logique « oppositionniste », à plus forte raison que, cette fois-ci, il s'agira de caresser dans le sens du poil, les dispositions dudit projet de loi desservent les petites et moyennes bourses ainsi appelées à « serrer la ceinture ». Pour le second, cet exercice relèvera d'une véritable « gymnastique ». Car il s'agira de « dénoncer » ce projet lors des débats tout en sachant ne pouvoir adopter une quelconque posture que celle de lever la



Les députés auront à débattre d'un projet frappé du sceau de l'austérité.

main pour dire oui à ce projet de loi, le 22 novembre prochain.

Une « spécialité » bien de chez nous, puisque le nouveau secrétaire général du parti majoritaire n'a pas trop tardé à en dévoiler, ou plutôt à en rappeler, le « mystère ». « Les députés de notre parti sont libres d'exprimer les préoccupations des citoyens lors du débat du projet de loi de finances 2017 mais ils doivent se soumettre à la discipline partisane lors du vote de ce texte, car ce sont des députés élus sous la bannière du parti FLN », affirmait clairement Djamel Ould Abbès, samedi dernier, à l'issue d'une réunion de l'instance de coordination du parti, une instance regroupant les membres du bureau politique et les deux groupes parlementaires du parti.

Autrement dit, il est attendu que des députés du FLN disputeront la « guérilla » à leurs camarades de l'opposition, manière de paraître « proches » du petit peuple, d'autant plus que les débats seront retransmis en direct sur la télévision nationale, dans un air de précam-

pagne électorale qui dit clairement son nom. Cela, quitte à retourner la veste le jour du vote du projet de loi, conformément à la discipline partisane et à « l'intérêt national en cette période délicate » que l'on ne manquera pas d'évoquer pour justifier cette « volte-face ».

Adopté en Conseil des ministres le 4 octobre dernier, le projet de loi de finances et du budget 2017 sera présenté en plénière de l'APN, dans l'après-midi de lundi prochain avant l'enclenchement des débats qui se poursuivront jusqu'au lendemain mardi où il y aura également les interventions des présidents des groupes parlementaires suivies des réponses du ministre des Finances. Ayant atterri, depuis, au niveau de la commission des finances de l'APN, celle-ci continue ses auditions avec, hier mercredi, la plaidoirie du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale dans le cadre de l'examen des budgets sectoriels dudit projet de la loi de finances 2017.

M. K.

UNE COMMISSION INTERMINISTÉRIELLE EST INSTALLÉE

Benhabylès s'attaque au problème des SDF

Saïda Benhabylès, présidente du Croissant-Rouge algérien, lance une démarche en faveur des SDF. La stratégie qu'elle a initiée en partenariat avec le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs consiste à identifier cette tranche de la population en premier lieu, pour ensuite régler le problème au cas par cas.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Saïda Benhabylès qui s'exprimait hier au forum du quotidien *El Moudjahid* a indiqué qu'elle s'est réunie avec le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs pour débattre du sujet des SDF. Pourquoi Mohamed Aïssa ? La présidente du Croissant-Rouge algérien est convaincue que le problème des sans domicile fixe est un problème d'ordre « culturel, moral et religieux ».

Résultats : les deux partenaires sont arrivés à installer deux commissions interministérielles regroupant l'ensemble des acteurs concernés notamment les collectivités locales, le ministère de la Santé et de la Solidarité.

La première commission, explique Benhabylès, est chargée de l'opération d'identification de cette tranche



Saïda Benhabylès.

de la population. Car selon l'intervenante, cette tranche est composée de handicapés mentaux qui ont besoin d'être placés dans des structures de santé, de jeunes qui ont besoin d'accompagnement ou encore de femmes ayant quitté le domicile conjugal ou familial et qui ont besoin d'aide. C'est dans ce sens, poursuit-elle, que la deuxième commission va intervenir pour trouver une solution à ces SDF au cas par cas. « C'est un travail de longue haleine » reconnaît la présidente du CRA qui, toutefois,

se félicite que l'on se penche sur ce problème pour la première fois de cette manière pour le régler à la racine. Par ailleurs, le Croissant-Rouge algérien, qui compte plus de 20 000 bénévoles est également en train de constituer un fichier national des nécessiteux. 200 000 nécessiteux ont été recensés jusqu'à présent par cet organisme qui a fait appel à chaque localité, à travers les gens du quartier, pour établir une liste des personnes dans le besoin.

Benhabylès souligne, cependant, que son institution ne compte pas se substituer aux instances chargées de cette tranche de la population. « C'est un travail de coordination et de complémentarité que nous faisons pour offrir nos services », a-t-elle indiqué.

Couffin du Ramadhan : une humiliation, selon Benhabylès

La présidente du Croissant-Rouge algérien estime que le couffin du Ramadhan distribué aux nécessiteux est une humiliation. Benhabylès se dit favorable pour remettre des chèques à ces personnes dans le souci de garantir la discrétion et la dignité humaine. Une formule qui était sur la table du ministère de la Solidarité avant d'être abandonnée.

S. A.

CE MONDE QUI BOUGE

ÉTATS-UNIS, UN COUP DE TONNERRE POUR QUI ? France, il y a un an, le Bataclan

Les déhanchements de Beyoncé, Madonna et autres stars de la pop n'ont pas suffi pour que la social-libérale et va-t-en-guerre Hilary Clinton l'emporte sur le néo-populiste et droitier à l'extrême, Donald Trump, présenté un peu vite comme porteur d'une vision frustrée du monde et de la société. Une élection un peu vite qualifiée de « coup de tonnerre » ! Mais pour qui ? Pas, par exemple, pour les Palestiniens qui ont vu, médusés, les deux candidats faire assaut de rivalités à qui se montrerait le plus pro-Israël lors de leur passage en mars dernier devant l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee), le lobby pro-Israélien. En ne faisant montre de surcroît d'aucune empathie à l'égard des Palestiniens vivant sous occupation répressive israélienne.

Le 13 novembre 2015, Paris, qui venait à peine de se relever de la tuerie perpétrée à *Charlie-hebdo*, était le théâtre d'un nouveau carnage – 113 jeunes tués – commis par un groupe se réclamant de Daesh. Cet acte, faut-il le rappeler, a visé un quartier, le XI^e arrondissement de Paris, qui vote à gauche, quartier connu pour sa convivialité et la tolérance de ses habitants et de ceux qui le fréquentent. Comme si cela ne suffisait pas, afin d'aviver la haine de l'autre, moins de neuf mois plus tard, le 14 juillet dernier, 85 personnes dont 30 d'origine maghrébine, soit plus d'un tiers des victimes, étaient tuées à Nice. A quoi s'ajoutait l'assassinat du prêtre de Saint-Etienne-du-Rouvray.

Ces attentats ayant frappé la France ont fait couler beaucoup d'encre. La droite et l'extrême-droite en ont fait leurs choux gras. Et vas-y sur les Français d'origine maghrébine et autres de culture musulmane, qualifiés de « 5^e colonne », désormais perçus à travers un marqueur religieux et enfermés dans une identité strictement religieuse et non considérés comme citoyens, et vas-y sur la déchéance de la nationalité, et j'en passe, tant la machine à fabriquer la haine et l'exclusion s'est emballée et ne semble pas près de s'arrêter...

« Comment une opération si complexe a-t-elle pu être mise au point en échappant aux radars des agences de renseignements ? se demandait alors, sans fournir de réponse, le journal britannique *The Economist*. Tandis que d'autres journaux européens et anglo-saxons y voyaient « une attaque contre le monde libre », « un acte de guerre » contre l'Occident, avant de préconiser de recourir à l'article 5 de l'Alliance atlantique (l'Otan) stipulant qu'une attaque contre un de ses membres est considérée comme une attaque dirigée contre tous les autres... »

Quelques rares médias et analystes ont tenté de comprendre mais sans aller jusqu'à mettre en cause les responsabilités occidentales et celles de leurs alliés arabes et turcs dans cette montée de l'extrémisme religieux. Ne serait-ce qu'en s'interrogeant, par exemple, sur la permanence du conflit israélo-palestinien ou plutôt de l'occupation israélienne des territoires palestiniens avec, en toile de fond, le soutien invariable des Etats-Unis à Israël avec la complicité des pays de la région, et sur ses conséquences dans cette région poudrière. Ou encore, par quel miracle, l'Etat islamique (EI, Daesh), produit de la dislocation de l'Irak suite à l'invasion américaine de 2003, a gagné en puissance en un temps très court là où des Etats normalement constitués mettent des décennies pour y arriver ? Qui peut croire que les Etats-Unis et leurs alliés aient été surpris et pris de court par l'irruption de Daesh ? Plus encore, n'a-t-on pas fermé les yeux sur le départ de jeunes Européens vers la Syrie transitant tranquillement par la Turquie ? A-t-on entendu un seul pays européen exiger fermement et publiquement d'Ankara d'y mettre un terme ? En résumé, n'a-t-on pas laissé Daesh prospérer afin d'accélérer la reconfiguration programmée de la carte moyen-orientale ?

Une chose est certaine, une fois Daesh chassé de Mossoul et de Raka, les ambitions régionales des uns et des autres vont apparaître au grand jour. La Turquie, dont les forces sont présentes en Irak et en Syrie, aura son mot à dire quand tout sera fini. Il en sera de même de l'Arabie Saoudite et de ses alliés arabes qui ont tant investi dans la guerre menée contre le régime de Bachar. Enfin, il faudra compter sur la Russie, l'Iran et le régime syrien. Et bien sûr les Etats-Unis : Donald Trump poursuivra-t-il « la stratégie mise en musique par le Pentagone » sous Obama (dixit le *Canard enchaîné*) de soutien du Front Al-Nosra (filiale syrienne d'Al-Qaïda) associé à « des groupes salafistes aussi violents que Daesh » ?

H. Z.